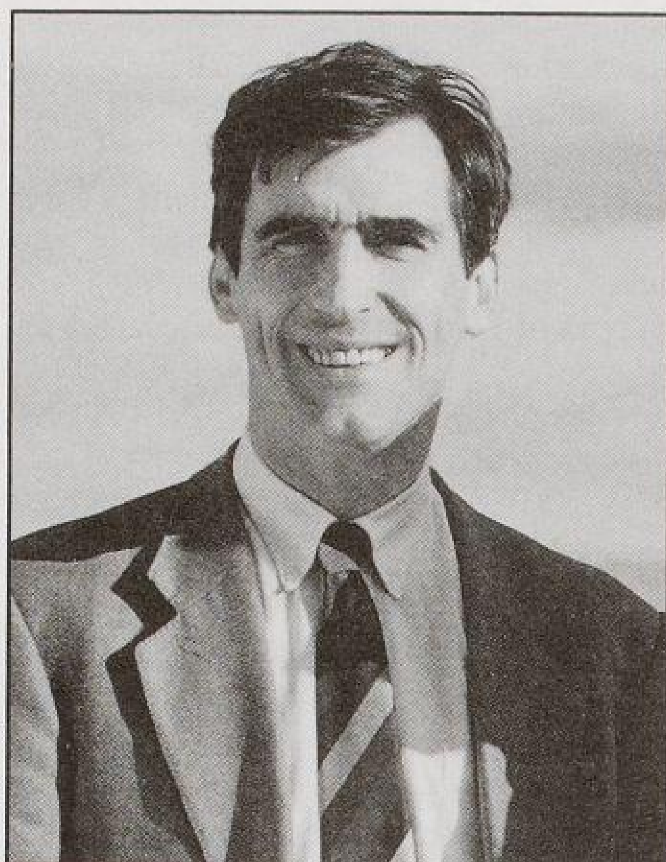


Citoyens Responsables Région Provence

VAUCLUSE



Elections Législatives 21 - 28 mars 1993
(2e Circonscription)

DURANCE - LUBERON

présente

DES SOLUTIONS COHERENTES
pour
L'EMPLOI et L'AGRICULTURE

un candidat **Pierre PRIOLET**
40 ans, responsable de PME

une suppléante **Madeleine JAQUIER**
48 ans, enseignante

L'EMPLOI et l'AGRICULTURE sont actuellement confrontés chez nous à des difficultés considérables du fait de l'insuffisance de clients solvables.

En France : **3 millions de chômeurs ;** dans la Grande Europe (de l'Atlantique à l'Oural) **30 millions ;** dans le Tiers-Monde **300 millions** de chômeurs. (3 milliards d'individus ont moins de 150 F par mois pour vivre).

Avec des frontières ouvertes sur le monde et une telle masse de personnes sans ressources, aucune proposition limitée à l'intérieur de la France, telle que la réduction du temps de travail, la réduction des charges, les privatisations ou le renvoi chez eux des travailleurs immigrés en surnombre, ne peut remédier à nos problèmes d'emploi et d'agriculture.

Les candidats et les Partis qui, pendant la campagne, prétendent répondre tout simplement NON au GATT et à Bruxelles, conduiront la France à la capitulation et à plus de chômage.

SEULS, parmi tous les candidats, **NOUS PROPOSONS** à la Communauté Internationale et au GATT, **UNE INITIATIVE DE RELANCE ECONOMIQUE MONDIALE** en direction des **REGIONS LES PLUS DESHERITEES de la PLANETE.**

Cette proposition, ne nécessite **aucun recours, ni à l'EMPRUNT, ni aux IMPOTS nationaux ;** elle n'implique **NI PROTECTIONNISME, NI LIBERALISME SAUVAGE.**

NOTRE PROPOSITION EN 7 PHASES

1ere PHASE :
Instauration avec l'aide du Bureau International du Travail et du GATT, d'une **taxe internationale,** destinée à harmoniser progressivement les coûts du travail sur la planète. Au début, cette taxe serait perçue seulement par les douanes des 26 pays les plus riches, sur les importations de biens ou de services incluant une forte proportion de travail bon marché.
(Il n'est pas normal que les peuples riches consomment du travail sous-payé).

2e PHASE :
Avec une incidence limitée à seulement 0,9 % du prix de gros de l'ensemble des consommations des 800 millions d'habitants de ces 26 pays dont le Produit Intérieur Brut annuel moyen par habitant est de 11 millons de centimes, **cette taxe** pourrait déjà rapporter 600 milliards de francs (60 000 milliards de centimes) par an.

3e PHASE :
Le produit de cette taxe (après déduction éventuelle des frais de collecte) **serait intégralement et directement affecté à l'exécution par des travailleurs locaux des REGIONS les plus déshéritées** du globe, de menus travaux d'intérêt collectif (points d'eau potable, assainissement des eaux usées, routes et ponts **d'usage local ou régional**).

4e PHASE :
Processus d'exécution des travaux : en régie directe, encadrés par des Organisation Non Gouvernementales (internationales), placées sous le contrôle d'une autorité publique internationale, sans l'intervention ni d'entreprises à but lucratif, ni de gouvernements centraux.

5[e] PHASE :

Conséquences directes sur l'EMPLOI et l'AGRICULTURE
- dans les pays pauvres : 100 millions d'emplois à temps partiel (6 mois par an)
- dans les pays riches : 5 millions d'emploi à plein temps
- Reprise de la demande de produits agricoles et alimentaires des pays actuellement insolvables.

6[e] PHASE :

Conséquences sociales
- Maintien dans leurs **régions** natales d'origine de millions de candidats à l'émigration.
- Elévation du niveau sanitaire dans les pays pauvres
- Diminution du chômage et de la désertification rurale dans l'ensemble du monde.

7[e] PHASE :

Conséquences économiques et financières
- Reconstitution des réserves monétaires des pays les plus pauvres
- Développement de la demande mondiale des biens de première nécessité (agro-alimentaire, pêche, habillement, textile, chaussure, produit du bois et équipements ménagers)
- Rétablissement de la compététivité des activités économiques correspondant à cette demande

Il s'agit en définitive, d'une **POLITIQUE ECOLOGIQUE COHERENTE,** amorçant un transfert de **CONSOMMATION** des régions riches vers les régions pauvres du globe.

NOS AUTRES PROPOSITIONS à l'échelon NATIONAL

I - Pour améliorer le fonctionnement de la démocratie française et mieux utiliser l'argent de l'impôt et des services publics.

L'ensemble des services publics utilise en France 2 400 milliards de francs par an (240 000 milliards de centimes).

Un meilleur contrôle et une meilleure orientation de l'emploi de ces fonds permettrait d'affecter 150 à 200 milliards pour créer 3 à 400 000 emplois publics (éducation, santé, postes, chemins de fer, gardes champêtres) :
- dans les zones rurales en voie de désertification
- dans les banlieues sous-équipées.

II - Réformer la fiscalité française

Avec prudence et après concertation avec toutes les parties concernées, il conviendrait de rendre notre fiscalité
- **plus performante économiquement :** plusieurs impôts découragent en France le logement, l'agriculture, l'emploi
- **plus transparente et équilibrée :** entre les revenus du travail, ceux de l'entreprise et ceux de la spéculation financière
- **plus simple et moins envahissante.**

III - Réformer la Sécurité Sociale

Le maintien indispensable des "**Acquis Sociaux**" doit passer absolument :
- **par une reprise de la croissance internationale** (prioritaire)
- **mais aussi par une profonde réforme de gestion**

dans le sens de l'égalisation progressive des différents régimes et de la responsabilisation conjointe des assurés, des professions de santé et des usagers de la route.

Ces mesures devront être étudiées avec prudence et en concertation avec tous les intéressés.

Sur 1 700 milliards (170 000 milliards de centimes) une économie globale de 100 milliards pourrait alléger d'autant les charges du budget de l'Etat.

IV - Réforme des relations entre l'Etat et les Régions pour une Démocratie de proximité

Le "**Centralisme Parisien**" et la "**Constitution Française**" encouragent une "**dérive monarchique**" insupportable pour la démocratie.

Cette "**dérive**" accentue chaque jour davantage le "**déséquilibre**" entre une "**région capitale**" qui draine vers elle les activités ainsi que les grands projets démesurés et somptuaires, au détriment des autres régions, telle la nôtre, appelées à héberger "**des résidences de week-end ou de vacances**" pour une certaine "**NOMENKLATURA**".

Les méfaits économiques, sociaux et culturels de cette écrasante domination jacobine se lisent :
- dans le retard économique de la France unitaire comparée aux Etats fédéraux que sont la Suisse et l'Allemagne
- autant que dans le retard de la Provence et du Languedoc comparés à la Toscane et à la Catalogne, méditerranéennes comme nous, mais jouissant d'une plus grande autonomie de gestion.

Nous avons des propositions dynamiques pour moderniser nos rapports "Etat-Régions" et rapprocher les citoyens de la prise de décision.

Notre mouvement et notre candidat parce qu'ils sont entièrement libres sont les seuls,

qui n'obéissent pas à des consignes partisanes venues d'ailleurs et d'en haut
qui réconcilient l'ECOLOGIE avec l'ECONOMIE
qui puissent faire entendre au Parlement la voix de la 2[e] Circonscription de Vaucluse.

UN GRAND FUTUR
per UN PAIS VIVENT

Vu le candidat

RCS B 342 124 120